

Unir les communistes, le défi renouvelé du parti communiste !

TEXTE ALTERNATIF N°3 (résumé)

L'existence du PCF, une exigence historique :

Les communistes sont confrontés à un défi historique. Le capitalisme s'empare de toute la vie humaine, pousse au paroxysme l'exploitation et le profit, secrète la crise sociale et politique, impose ses guerres et détruit les nations - quitte à nourrir le terrorisme - pour mieux étendre sa domination. L'écrasement du peuple grec a confirmé la véritable nature de l'UE et de sa monnaie, une dictature contre les peuples.

Notre pays et notre peuple ont plus que jamais besoin d'un parti communiste, et pourtant l'existence du PCF est aujourd'hui menacée par les renoncements stratégiques et les tactiques électorales à court terme et inefficaces. Nous nous inscrivons dans le choix national fait par les communistes en 2007, celui de continuer notre parti, de « Faire vivre et renforcer le PCF ».

L'examen stratégique s'impose :

Gauche plurielle, collectifs anti libéraux, renoncement à la candidature communiste en 2012, tout cela a fait de notre effacement une condition du rassemblement. Aujourd'hui, il faudrait continuer dans cette voie, choisir entre une primaire antidémocratique conduisant tout droit au soutien à une candidature socialiste, ou une fuite en avant dans un Front de gauche émietté dont certains voudraient faire une nouvelle force politique au profit de laquelle le PCF s'effacerait.

L'urgence au contraire, c'est de sortir de l'impasse du renoncement au PCF et de procéder pour cela à l'examen stratégique nécessaire.

Un débat fraternel et sans tabou :

Il n'est plus possible que des positions stratégiques, parfois prises sans aucune consultation des communistes, restent intouchables. Ouvrons le débat autour des questions suivantes :

- ▶ Présidentielles : ni primaires, ni effacement, la nécessité d'une bataille communiste ;
- ▶ Agir pour un monde de paix, la solidarité internationale, combattre le terrorisme. La France doit sortir de l'OTAN ;
- ▶ Sortir de l'Union européenne et de l'euro pour engager la sortie du capitalisme ;
- ▶ Luttons et construction politique : un grand mouvement populaire s'engage en France, le PCF doit investir ce terrain essentiel de construction politique ;
- ▶ Contre le FN, un parti communiste populaire et rassembleur. La réprobation morale ne suffit pas, les fronts républicains ont montré leurs limites. La reconquête de l'électorat passe par la capacité à porter des perspectives de changement crédibles, une autre

politique économique, la fin de la précarité et de la concurrence entre travailleurs ;

- ▶ Pour sortir de l'impasse de la gauche, il faut un grand parti communiste, un rassemblement populaire et majoritaire. Le parti sans rassemblement est impuissant, le rassemblement sans parti est inconscient.

Un rassemblement populaire uni, conscient, organisé, pour le socialisme.

La criminalisation du socialisme et du communisme, l'oubli de l'apport du léninisme, l'abandon du marxisme comme référence théorique, le mépris des expériences socialistes en cours conduisent à une panne idéologique du PCF, incapable de penser la prise de pouvoir et la transformation révolutionnaire dans une société capitaliste développée.

Nous appelons à un effort de construction idéologique considérable, s'appuyant sur la théorie marxiste, pour penser une société nouvelle qui mette fin à l'exploitation, aux inégalités et injustices, au pillage des ressources naturelles de la planète et à la guerre. Cette société, nous la nommons le socialisme.

Tirant les leçons de l'impasse de la gauche et des formes d'union électorale, nous affirmons que seul un rassemblement populaire conscient et organisé peut imposer des ruptures politiques. Les batailles électorales et les élus, nécessaires, doivent être pensés au service de l'intervention populaire.

Un programme de rupture :

La classe ouvrière doit prendre toute sa place dans la direction du pays pour la maîtrise des moyens de production et d'échanges, des conditions de travail et de vie. Nous faisons des propositions immédiates pour plus de justice sociale et pour ouvrir le chemin de la rupture avec le capitalisme :

- La nationalisation des secteurs clefs du pays (finance, énergie, transport, communication...)
- De vrais pouvoirs pour les travailleurs dans les entreprises, droit de reprise ;
- Réduction massive du temps de travail, augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux ;
- Retraite à 60 ans, relance démocratique de la sécurité sociale ;
- Blocage des prix des produits de première nécessité ;
- Non application des directives européennes, sortie de l'Otan, remise en cause de la dette publique.

Il faut unir les communistes dans la perspective d'un nouveau Front populaire vers le socialisme.

37ème congrès : deux textes pour défaire le PCF, un seul pour le construire !

L'heure est à se rassembler pour déjouer le piège mortifère dans lequel certains cherchent à enfermer le PCF.

En imposant au forceps aux communistes une primaire dont ils ne veulent pas à juste titre, d'autant qu'elle a de fortes chances de déboucher sur le soutien à un candidat socialiste, Pierre Laurent a ouvert « la boîte de Pandore ». Ceux qui rêvent depuis longtemps de dissoudre le PCF dans une nouvelle force politique se sont précipités et, s'appuyant sur le rejet de la primaire, tentent de remettre en selle leur projet de « *métamorphose* », dilution du PCF dans un Front de gauche transformé en nouveau parti qui nous absorberait. Et cette fois-ci, c'est la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui nous serait imposé au forceps ; personne ne peut croire que c'est un hasard si celui-ci invite à une manifestation le 5 juin, dernier jour du congrès du PCF.

Trois remarques s'imposent :

- Le Conseil national n'a pas joué son rôle d'alerte et de prise en compte de la parole des communistes. En effet, le texte « *Le temps du commun* » a été adopté à une très large majorité et il est quand même étonnant de voir des camarades adopter un texte au Conseil National, pour aller ensuite signer une pétition ou un texte alternatif !

- Les initiateurs du texte « *Ambition communiste* » sont le plus souvent d'anciens ou de présents dirigeants nationaux dont nous avons combattu en 2007 et 2008 la volonté liquidatrice.

- La tactique électorale, qui remplace depuis un bon moment la construction théorique et stratégique, confisque complètement le débat du congrès justement sur la présidentielle, l'élection la plus perverse et la plus structurante de la 5ème république.

Nous voilà donc avec deux textes de la direction, deux textes qui s'opposent sur la tactique électorale, mais qui portent le même risque d'effacement du PCF car leurs auteurs ont depuis longtemps renoncé à cette idée essentielle : il ne peut pas y avoir de transformation sociale sans un PCF puissant, la gauche sans un PCF fort n'existe pas ! Ils ont renoncé à ce que le PCF joue un rôle central.

Et bien portons avec courage et détermination une troisième voie, celle de l'existence et de la reconquête de l'autonomie du PCF, celle de l'unité des communistes reconstruite dans les combats communs, **relevons le défi de l'existence du PCF !**

Marie-Christine Burricand

Il y a quelque chose dans l'air...

Je ne sais plus qui disait en substance "quand la bourgeoisie t'applaudit c'est que t'as fait une connerie."

Je suis un peu dans le même état d'esprit en découvrant dans " Libération " un éditorial de Laurent Joffrin saluant le " ralliement " des écologistes et des communistes à son opération " primaire à gauche " et concluant par un vibrant: " Unité, camarades " ! A tomber de l'armoire connaissant le personnage.

Mais, plus sérieux, ne flotte-t-il pas dans l'air comme une opération visant à mettre sur pied en France un parti démocrate à la sauce italienne ?

José Fort



Avec le texte validé par le Conseil National, cela fera 5 textes, un casse-tête qui peut décourager pas mal de camarades.

**37^{eme} congrès
1920-2016**

Cinq textes sont soumis au vote des communistes :

- ▶ Deux de la Direction : un pour la continuité proposant des primaires, un pour défaire le PCF ;
- ▶ Deux textes de tendance ;
- ▶ Contre l'émiettement, nous proposons un texte pour unir les communistes !

«Le temps du commun » et « l'ambition communiste » deux textes d'une direction divisée, voudraient nous obliger à choisir entre le soutien à une candidature socialiste ou l'absorption du PCF dans une nébuleuse en un nouveau parti qui nous absorberait, c'est l'effacement refusé en 2007 qui continue. Ce qui est drôle, c'est que le texte « ambition communiste » est l'œuvre des huistes et des refondateurs dont nous avons combattu en 2007 et 2008 la volonté liquidatrice.

Loi Travail : une attaque contre les travailleurs et la laïcité

...Il faut mesurer ici tous les effets négatifs des politiques qui se disent « libérales », et qui ne sont, dans les faits, que la traduction en français de mesures réclamées par Bruxelles et l'Union européenne.....

De l'unité des travailleurs sur leur lieu de travail

L'article n°6 du chapitre 1^{er} de la loi « Travail » (Un préambule pour le code du travail) dit la chose suivante : «La liberté du salarié de manifester ses convictions y compris religieuses ne peut connaître de restrictions que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise et si elles sont proportionnées au but recherché »

Cet article introduit la « question religieuse » dans le cadre de l'entreprise, et crée, par cela, un facteur nouveau de division entre les salariés. La jurisprudence actuelle limite l'expression des préférences religieuses et tend à considérer que l'entreprise fait partie de la sphère « publique » où cette expression doit être strictement limitée. Cette jurisprudence faisait du lieu de travail un lieu de « neutralité » quant à la question religieuse, ce qui était important du point de vue de l'unité des travailleurs. Or, ceci est brutalement remis en cause. Ce qui veut dire que les travailleurs vont se voir classer par « religions », avec les effets que l'on devine, non seulement sur leur capacité à offrir un front commun face à la direction de l'entreprise, mais aussi à l'émergence de préférence culturelle pour certains postes. Cet article inscrit de fait le communautarisme dans le droit du travail.

C'est donc une attaque générale contre les travailleurs, mais aussi contre les principes de la laïcité, que contient cette loi.

La mobilisation contre cette loi sera d'emblée politique ou alors ouvrira la voie à tous les reculs et toutes les compromissions possibles. Ce qui est en jeu est affaire de principe et non d'opportunité. Lutter contre la loi « Travail » revient à lutter contre l'Union européenne, contre le « six-pack » de la zone Euro, mais aussi contre le démantèlement du cadre laïc de notre république. Tels en sont donc les enjeux.

Jacques Sapir



37^{ème} congrès
1920-2016

Nous demandons la sortie, sans plus attendre, du PCF du processus des « primaires » pour 2017.

Cette démarche politicienne ne doit pas phagocyter le congrès du PCF.

Depuis début janvier, unilatéralement, les premiers dirigeants du PCF ont décidé d'intégrer notre parti dans un processus de « primaires de la gauche et des écologistes » pour les présidentielles de 2017, suivant plusieurs appels émanant de personnalités diverses. Le secrétaire national a « ouvert la porte » du Parti à cette procédure. Le porte-parole du Parti participe aux réunions, à l'Assemblée nationale, du « Comité d'organisation de la primaire des gauches ».

Les « primaires » sont la caricature de la forme la plus discréditée de la démocratie bourgeoise et rejetée par les travailleurs en lutte. Nous ne pouvons pas laisser l'opposition qui monte, à travers le refus du projet de loi provocateur El-Khomri, contre la politique du gouvernement au service du patronat, être canalisée par les courants de la social-démocratie, du réformisme, de la collaboration de classe.

Nous faisons constater que cette position, qui engage profondément notre organisation, a été prise sans aucune consultation des communistes. A l'issue de la réunion du Conseil national des 16 et 17 janvier, aucune résolution n'a été adoptée. L'initiative des dirigeants n'a pas été validée. Après deux mois de faits accomplis et d'enflure médiatique, la direction a fait adopter par le CN des 5 et 6 mars une proposition de base de discussion pour le 37^{ème} congrès du PCF qui inclut la démarche des primaires. Mais ce n'est pas une position décidée et elle n'est pas valable.

Il serait mortel pour notre parti que le congrès des communistes, les débats indispensables, entre eux, sur le bilan de la ligne du Parti depuis 2012, l'analyse de la situation et le projet communiste soient pollués, confisqués par l'option institutionnelle, politicienne des primaires, l'évolution des rivalités dans la « gauche » et son éternelle recomposition/décomposition.

Nous demandons pourquoi le calendrier initial, prévu par le CN début 2015, a été abandonné. La tenue d'une « convention nationale sur le projet » avait été décidée pour le printemps 2016, préalable au 37^{ème} congrès qui se serait tenu à la fin de l'année. Le congrès aurait pu alors également trancher, en connaissance de cause, et en temps et en heure, la question de la candidature pour 2017.

La « convention » est tombée aux oubliettes. Le congrès a été avancé au printemps 2016. La direction laisse les primaires envahir le débat interne. Les adhérents du PCF s'apprêtent ainsi à connaître le contraire de ce qu'on leur avait annoncé : un débat tronqué sur le fond au congrès, une décision pour les candidatures aux présidentielles, pré-conditionnée par la démarche « primaires », qui échappera à leur souveraineté à la fin de l'année.

Que le PCF puisse accepter l'idée de primaires à l'américaine est tout bonnement impensable ! A quoi bon prétendre dénoncer la présidentialisation de la démocratie bourgeoise si c'est pour en reprendre l'ultime caricature ?

Rentrer dans la démarche des primaires, c'est se soumettre à la perspective fausse que le changement viendra de la présidentielle. C'est laisser écraser le contenu et les initiatives communistes sous ce choix stratégique.

Tous les programmes communistes que l'on pourra rédiger ensuite, subordonnés à ce cadre, ne pourront qu'être réduits à des éléments d'appoint. Certains camarades viennent de l'expérimenter aux régionales sous le poids des alliances recherchées ou obtenues avec EELV puis avec le PS. L'alternative à la droite et au social-libéralisme ne peut pas s'imaginer aujourd'hui dans un regroupement électoral préalable, à objectif majoritaire, dans une compatibilité politique, avec les « frondeurs » aubryistes sur la base de la nostalgie du programme de Hollande 2012, sinon avec un marchand de cosmétiques comme Hulot ou un anticommuniste et pro-européen viscéral comme Cohn-Bendit à l'initiative du premier appel aux primaires...

La démarche des primaires n'aboutira peut-être pas d'ici 2017. Beaucoup de ses défenseurs avouent préparer plutôt une recomposition politique à gauche pour après 2017 suivant des exemples – non concluants voire démobilisateurs - d'autres pays d'Europe. Cela ne change rien à la nocivité de la démarche pour le PCF ; pas davantage que l'éventualité d'une candidature issue du PCF dans ce cadre (le secrétaire national s'est déclaré à la presse être prêt « à forcer sa nature » pour cela). La participation au processus des primaires aura donné une caution « communiste » aux autres candidatures de « gauche » ; en particulier avec la priorité affichée d'éviter à tout prix un deuxième tour droite-FN. Une telle candidature ne pourra qu'aggraver, plus encore qu'en 2007, l'effacement de l'identité et des positions communistes.

La priorité du Parti dans les semaines qui viennent est de contribuer à élever la lutte contre les provocations antisociales que sont le projet de loi El-Khomri, la criminalisation du mouvement syndical, l'état d'urgence... De larges convergences sont possibles entre la défense du code du travail, celle des statuts de la fonction publique et des cheminots, etc. Une première victoire – le retrait total du projet - doit servir à remettre en cause tous les coups les plus graves du pouvoir depuis 2012. Aussi, ce serait un contresens pour les communistes de rentrer dans le jeu et de laisser la loi El-Khomri être le prétexte pour toutes les déclinaisons de la « gauche » de se poser en opposants, en vue de recréer des illusions électorales réformistes et pro-européennes, d'anticiper une recomposition politique, qui signifierait une nouvelle étape de l'effacement du PCF et de ce qu'il représente comme force révolutionnaire historique dans le pays. **Agir efficacement en communistes dans les luttes et penser les primaires sont incompatibles!**